

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18615 - 72EME ANNÉE

19e Congrès du PCR – 5 février 2017 à Sainte-Suzanne

**Un monde d'injustices, d'inégalités,
d'oppression et de violence
Un monde qu'il faut changer**



Près de la moitié des Réunionnais est sous le seuil de pauvreté. (Photo Toniox)

Un enfant meurt de faim toutes les 7 secondes, 8 hommes possèdent autant de richesses que la moitié de la population la plus pauvre de la planète. Ces deux données résument le monde d'inégalités qu'a imposé le système capitaliste. C'est un monde qu'il faut changer. Un combat dans lequel le PCR apporte sa solidarité.

Le monde est façonné par un système violent, caractérisé par

— L'oppression des puissances d'argent :

Les multinationales, têtes de pont du système capitaliste, distribuent toujours plus de bénéfices à leurs actionnaires, tout en réduisant les salaires de leurs travailleurs. Une situation qui n'est pas prête de changer, car ces puissances d'argent parviennent à influencer les gouvernements pour qu'ils adaptent les lois en leur faveur. Elles dominent le monde et dépouillent le politique et les peuples de tout pouvoir.

Dès lors, le déséquilibre entre les riches et les pauvres ne cesse d'augmenter. L'économie actuelle est faite pour avantager ceux qui ont déjà beaucoup de richesses. Ainsi, les dernières études font apparaître que 8 hommes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la

population mondiale.

Un système domine, il laisse des milliers et des milliers de personnes dans une pauvreté extrême. Il génère des drames intolérables : toutes les 7 secondes, un enfant meurt de faim

— La destruction de la terre

Pour augmenter leurs profits, ces riches n'ont pas hésité et n'hésitent toujours pas à piller les pays

les plus pauvres. De plus, le système d'industrialisation mis en place par eux, avec l'utilisation massive de substances chimiques, ruine la planète et la détruit.

Le réchauffement climatique en est la conséquence directe. Il bouleverse l'équilibre de la planète, générant des drames partout dans le monde.

La planète est en danger, la vie est en danger

Et qu'en sera-t-il, lorsque, selon l'évolution démographique, la planète atteindra 11 milliards d'habitants ?

Continuerons-nous à assister aux pillages, aux guerres que celles-ci entraînent, aux drames, sans s'émouvoir et en se résignant, ?

Ce n'est pas la position du Parti Communiste Réunionnais. Le PCR ne se résignera jamais et il continuera à mener son combat au niveau international pour sauver l'humanité. Il continuera à apporter son soutien et sa solidarité à toutes les forces qui luttent contre les injustices, les inégalités, la mondialisation, et pour le respect des

cultures, des identités, de la souveraineté des peuples et la protection de la Terre et de la Vie.

Camille Dieudonné

In kozman pou la rout

« Si in gazèl la bien soif, la pa bézoin li sar d'mann dolo avèk lion. »

Zot i koné la soif sa in n'afèr lé pa agréab : boush sèk, gorz sèk, saliv sèk, ou la ziska pèr anval out lang. Ou lé malèz, sa lé sir ! Arzout èk sa nout kor la bézoin son doz dolo pou li fonksyone konm k'i fo. Dakor ou la soif ! Dakor dolo i mank aou ! Mé sak lé vré osi si ou sé in gazèl lé pa nésèsèr alé domann lion kansréti in pti gine dolo. Pars lion, li oi son bézoin manzé avan tout é sak lé riskab ariv lo gazèl, la pa arienk dann fime i oi sa. Sa sé lo sans prop, mé lo sansa figuré ? La moral dann l'istoir ? é bien sinp, i di aou konmsa, sort pa dann in danzé pou alé dann in pli gran. Ou lé bien riskab rogrété. Alé ! An atandan zot i fé travay z'ot koko, ni artrouy pli d'van sipétadyé.

Edito

Après la victoire idéologique du PCR, la bataille du contenu a démarré

Didier Robert, président de la Région Réunion, a organisé lundi une cérémonie de vœux. L'objectif est de fixer des orientations et de préciser le contenu idéologique. Invité l'an dernier à l'anniversaire de l'autonomie de Rodrigues, le président de Région avait alors tenu un discours vantant de type de gouvernement. Lundi, la teneur de ce discours se situait dans le prolongement de cette prise de position. Il a développé le concept de l'émancipation.

Pour les observateurs, Didier Robert est classé à droite. Il est donc un héritier politique de ceux qui ont pendant des décennies combattus le Parti communiste réunionnais. Dès sa création, le PCR s'est fixé comme objectif de donner aux Réunionnais les moyens de diriger leurs affaires. Cette ligne tenait compte d'une analyse. Nous étions en 1959. 13 ans après l'abolition du statut colonial, force était de constater que l'application des lois sociales se faisait attendre. Le pouvoir parisien mettait d'ailleurs tout en œuvre pour combattre les progressistes qui revendiquaient le respect de la loi promulguée le 19 mars 1946, et qui devait s'appliquer en 1947.

La revendication d'autonomie prenait acte qu'il ne fallait pas compter sur les décideurs parisiens pour garantir le progrès social. Elle plaçait les Réunionnais au centre de la responsabilité : à eux de se battre pour obtenir ce qui était écrit dans le droit. À l'opposé, les ascendants politiques de Didier Robert se sont drapés dans une étiquette de départementaliste. Leur but n'était pas de lutter pour l'égalité promise dans la loi, mais de maintenir le plus longtemps possible un régime néocolonial perpétuant leurs privilèges. Ils utilisaient alors un journal, une radio et une télévision à leurs ordres pour travestir les posi-

tions du PCR, et faire croire que l'autonomie était la porte ouverte à l'indépendance alors qu'il n'en était pas question.

Nous sommes aujourd'hui en 2017, 71 ans après l'abolition du statut colonial. Force est de constater que les héritiers des adversaires les plus acharnés de l'autonomie sont désormais contraints de rallier ce mot d'ordre. C'est une victoire idéologique totale pour le PCR. Bien entendu, ils ne présentent pas les faits sous cette forme. Et ils font désormais part de propositions qui ont besoin d'un statut différent du droit commun.

Cela signifie que désormais, la bataille ne se situe plus au niveau de savoir si le cadre de La Réunion doit évoluer ou pas, mais pourquoi, ou plutôt pour quel contenu.

En 1946, les pères de la départementalisation avaient inscrit cette loi dans la dynamique mondiale de libération des peuples colonisés. Ils avaient donc donné un contenu progressiste : l'application à La Réunion des lois sociales d'un des pays au monde les plus avancés dans ce domaine. Malheureusement, le pouvoir parisien et ses alliés à La Réunion ont donné à la départementalisation un contenu réactionnaire qui explique en grande partie la crise actuelle.

71 ans plus tard, le moment du changement arrive. Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation pour que ce changement puisse s'inscrire sous le signe du progrès social, de la lutte contre les injustices et de l'égalité. Le Parti communiste réunionnais milite pour que la responsabilité des Réunionnais puisse ouvrir ses nouveaux horizons de lutte.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Nouvelle hausse du chômage au mois de décembre

Plus de 182.000 Réunionnais à la recherche d'un emploi

La DIECCTE et la Direction régionale de Pôle emploi ont publié hier les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi fin décembre 2016 à La Réunion. Elles montrent une nouvelle augmentation du chômage. Plus de 182.000 Réunionnais étaient officiellement à la recherche d'un emploi à la fin de l'année dernière, c'est un record.

Fin décembre 2016, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 136 890. Ce nombre augmente de 0,9 % sur trois mois (soit +1 240 personnes) ; il reste stable sur un mois et de 0,2 % sur un an. En France (y compris Drom), ce nombre baisse de 0,5 % sur trois mois (+0,7 % sur un mois et -2,9 % sur un an).

Fin décembre 2016, dans les départements-régions d'Outre-mer, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre -1,1 % en Martinique et +0,9 % à La Réunion pour les évolutions sur trois mois. Sur un mois, elles se situent entre -0,6 % en Guyane et +0,3 % en Guadeloupe.

Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -0,9 % en Guyane et +1,0 % à La Réunion pour les évolutions sur trois mois. Elles se situent entre -0,9 % en Guyane et +0,2 % en Guadeloupe.

À La Réunion, en décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,3 % pour les moins de 25 ans (-0,9 % sur un mois et -1,4 % sur un an), de 0,6 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (stable sur un mois et -1,8 % sur un an) et de 2,1 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,7 % sur un mois et +6,4 % sur un an).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 1,4 % pour les hommes (+0,4 % sur un mois et +0,8 % sur un an) et de 0,4 % pour les femmes

(-0,4 % sur un mois et -0,4 % sur un an).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente à La Réunion de 0,3 % pour les moins de 25 ans (-0,9 % sur un mois et -1,4 % sur un an), de 0,6 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (stable sur un mois et -1,8 % sur un an) et de 2,1 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,7 % sur un mois et +6,4 % sur un an).

Fin décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B, C) augmente de 1,3 % sur trois mois et s'établit à 25 040 ; il recule de 0,6 % sur un mois et progresse de 2,9 % sur un an.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 161 930 fin décembre 2016 à La Réunion. Ce nombre augmente de 1,0 % sur trois mois (soit +1 550 personnes) ; il recule de 0,1 % sur un mois et progresse de 0,6 % sur un an. En France (y compris Drom), ce nombre baisse de 0,1 % sur trois mois (stable sur un mois et -0,1 % sur un an).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,6 % pour les moins de 25 ans (-1,1 % sur un mois et -1,4 % sur un an), de 0,5 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-0,2 % sur un mois et -1,4 % sur un an) et de 2,3 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,8 % sur un mois et +7,3 % sur un an).

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus

augmente de 3,6 % (+2,0 % sur un mois et +0,2 % sur un an) tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an recule de 2,1 % (-2,5 % sur un mois et +1,0 % sur un an).

Le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C sur les trois derniers mois diminue de 6,1 % par rapport aux trois mois précédents (-8,6 % sur un an).

Sur les trois derniers mois, les entrées pour licenciement économique (-7,1 %), autre licenciement (-6,3 %), reprise d'activité (-22,1 %) et autre cas (-7,3 %) sont en baisse. Les entrées pour fin de mission d'intérim sont stables. Les entrées pour fin de contrat à durée déterminée (+2,9 %), démission (+4,3 %) et première entrée (+3,2 %) sont en hausse.

Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C sur les trois derniers mois diminue de 6,5 % par rapport aux trois mois précédents (-10,2 % sur un an).

Sur les trois derniers mois, les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-20,2 %), entrée en stage (-19,3 %) et cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-4,1 %) sont en baisse. Les sorties pour arrêt de recherche (+12,2 %), radiation administrative (+10,1 %) et autre cas (+3,0 %) sont en hausse.

Un part de la richesse de notre région

L'océan Indien occidental évalué à 333,8 milliards de dollars

Un tout nouveau rapport du WWF évalue les actifs océaniques de la région occidentale de l'Océan Indien à 333,8 milliards de dollars mais présente également les importants défis qu'elle devra relever pour sa sécurité alimentaire et économique en l'absence d'actions majeures de protection des écosystèmes.

Conclusion d'une étude approfondie du Boston Consulting Group (BCG), de CORDIO Afrique de l'Est et du WWF, Relancer l'Économie de l'Océan Indien Occidental : les actions pour un avenir durable croise une analyse économique des ressources océaniques de la région et leur contribution au développement humain.

La région de l'océan Indien occidental décrite dans ce rapport comprend les Comores, la France, le Kenya, Madagascar, l'île Maurice, le Mozambique, les Seychelles, la Somalie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. La population totale est d'environ 220 millions d'habitants, dont plus du quart vit à moins de 100 km de la côte.

Le rapport démontre ainsi que les actifs les plus précieux de la région sont la pêche, la mangrove, les herbiers marins et les récifs coralliens. Les actifs côtiers absorbant le carbone sont également essentiels au bien-être des communautés et à la santé de l'économie océanique. L'analyse révèle que la région est fortement tributaire d'actifs naturels océaniques de grande valeur qui montrent déjà des signes de déclin. Le rapport propose un ensemble d'actions prioritaires nécessaires pour assurer une «économie bleue» durable et inclusive pour la région et ainsi fournir de la nourriture et des moyens de subsistance à des populations en croissance.

Le moment du choix

« Ce nouveau rapport montre que les dirigeants de l'Océan Indien occidental sont au pied du mur, face à la nécessité d'un choix clair et urgent : poursuivre dans la voie de la surexploitation océanique ou saisir le moment de sécuriser les ressources marines naturelles qui seront cruciales pour l'avenir des communautés et des économies côtières. L'Océan Indien occidental a

encore la possibilité de se rétablir », explique Nanie Ratsifandrihamana, directrice du WWF-Madagascar et des îles occidentales de l'Océan Indien.

« Nous pouvons encore sauver l'Océan Indien occidental même si nous voyons à présent des signes clairs de l'impact du développement côtier, de la demande locale et mondiale ainsi que du changement climatique sur les ressources de la région. Des actions de protection plus fortes et plus poussées - et des investissements dans une meilleure gestion - doivent être mises en œuvre dès maintenant pour éviter de voir ces actifs océaniques et côtiers cruciaux fondre à vue d'œil », ajoute le docteur David Obura, auteur principal du rapport et directeur de CORDIO Afrique de l'Est.

Notre analyse révèle par ailleurs que la production économique annuelle de la région (l'équivalent du produit intérieur brut) est d'au moins 21 milliards de dollars, ce qui fait de l'océan indien la quatrième économie de la région, avec comme activités les plus rentables le tourisme côtier et marin, suivi de la séquestration du carbone et de la pêche.

« L'Océan Indien occidental est un véritable cas d'étude sur la manière dont les ressources naturelles des océans peuvent être gérées de manière durable afin de répondre aux demandes croissantes des populations côtières et aux pressions mondiales », déclare Marty Smits, associé et directeur général de BCG. « Les arguments en faveur de l'action sont clairs : la protection et la restauration des ressources océaniques comme les mangroves, les récifs coralliens et les pêcheries constituent une approche rationnelle pour assurer à l'avenir la prospérité économique et la sécurité des populations ».

« L'Océan Indien occidental doit être une priorité absolue pour les dirigeants régionaux et mondiaux afin de pouvoir mettre en œuvre avec

succès les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et tenir la promesse de l'Accord de Paris sur le climat. Peu d'autres endroits démontrent si cruellement combien les destinées des populations côtières et la santé des écosystèmes océaniques sont étroitement liées. La protection des habitats marins et la gestion durable des pêcheries - qu'elles soient de petites tailles ou industrielles, sont deux des domaines qui apporteront de grands dividendes pour les années à venir. Dans la région, l'initiative Canal du Mozambique Nord constitue par ailleurs un bon exemple de l'échelle d'ambition possible pour une approche intégrée et durable de la gestion des océans lorsque les décideurs se regroupent autour d'une vision commune », conclut John Tanzer, directeur de l'initiative océan du WWF.

« Il repose sur la France une grande responsabilité et un rôle important pour l'avenir de l'Océan Indien. De par ses territoires tout d'abord : La Réunion, Mayotte, les îles éparses, les îles Crozet, les îles Saint-Paul et Nouvelle-Amsterdam, les îles Kerguelen (Terres Australes et Antarctiques Françaises) sont au cœur de l'Océan Indien. Par la forte présence de ses thoniers senneurs ou pêcheurs à la légine dans la région pour satisfaire la forte demande des consommateurs sur ces espèces, ensuite. Nous sommes ainsi au cœur du problème et de la solution. À nous de prendre les décisions urgentes qui s'imposent. Aux dirigeants français également de peser dans les organes de négociations professionnels et institutionnels pour assurer un avenir durable pour les populations de l'Océan Indien en première ligne de multiples menaces qu'elles soient économiques ou environnementales », conclut Isabelle Autissier, présidente du WWF France.

Oté

Moin lé pa intéressé, larg mon l'ourlé !

Lindi moin la trouv in dalon la dmann amoin si moin la suiv lo primèr, si moin la parti voté, é si lo rézilta i bote amoin. Konm li tonm in bon kamarad avèk moin, moin la di ali, moin lété in pé okipé sé tan isi sé pou sa moin lé pa tro dann l'aktyalité. Li la di amoin konmsa : « Antansyon si ou i okip pa la politik ébin la politik sa s'pé va okip aou ! ». Aprésa nou la koz dé soz é d'ot mèm si nout l'éspré té pa la pou vréman avèk lo badinaz abityèl. Zot i konpran son l'éspré konm la myène l'avé rès dann la politik é té pa tro kapab sort la-dan vitman-vitman.

Pou mon par, moin la pans moin la vote Holland pou lo zéléksyon l'ané 2012 é pou lo primèr bann sitoïyin. Fransh vérité, moin la rogrété pars prézidan-la la dévir lo do avèk son bann promès é li la mèm pa ésplik son bann zéléktèr pou kosa. Moin prézidan, Tatitatititata ! Moin prézidan... Sèl z'afèr li la di é sa sé in zésplikasyon k'i bote pa moin ditou : li la di li atandé pa trouv La Frans dann l'éta li la trouvé. Koman li té i atann pa sa ? In moun bien instalédann la politik nasyonnal, éropéène é intèrnasynal konm li té i atann pa trouv in sityasion konmsa ? Koulè-la lé tro gro pou anvalé.

Arzout èk sa li la vni la-ba Sin-Lui pou li fé in bann promès té i bote amoin, mé li la pa réspèk son promès. Pli pir l'état la marsh min dan la min avèk Didier Robert é li la mèm pa zoué son rol. Alor, moin té pa pou alé donn in éro, pou argréte sa dann sinkan. Sak nana in poinn vizé dann la politik fé sak li vé : rakont amoin blan pou noir si li vé, mi kroi pa. po d'shanm la pa pla kouvèr !

Primèr ali si li vé, mé pou l'instan moin lé pa intéressé, larg mon l'ourlé.

Justin